



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 14 – Du 21 avril au 27 avril 2023

En bref

Afghanistan : Le récent rapport publié par le SIGAR présente une analyse des risques afférents à l'envoi d'aide humanitaire en Afghanistan depuis l'arrivée au pouvoir des Talibans. Le Kazakhstan et l'Afghanistan cherchent à renforcer leurs liens commerciaux.

Bangladesh : Mission de supervision du FMI à Dacca jusqu'au 2 mai. Dixième anniversaire de la catastrophe du Rana Plaza. L'inflation au plus haut depuis sept mois à 9,33%, dans le contexte du Ramadan. Des migrants de plus en plus nombreux à partir, mais de moins en moins qualifiés.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Risques à la baisse pour la croissance indienne en 2023-2024. Selon un rapport de la Banque mondiale, les travailleurs indiens gagnent 120 % de plus à l'étranger. Le conglomérat Adani souhaite lever environ 800 M USD pour financer des projets d'énergie verte.

Politique commerciale : Augmentation de 50 % des exportations de produits électroniques sur l'exercice 2022-2023. Signature d'un accord de coopération entre l'Inde et le Royaume-Uni dans le domaine de la science et de l'innovation. Pas d'objectif d'exportations pour l'année budgétaire 2023-2024. *Politique monétaire et de change :* L'Inde et le Bangladesh ont signé un accord en vue de régler leurs transactions commerciales en roupies.

Népal : Les prêts non-performants des banques népalaises ont presque triplé au cours des neuf premiers mois de l'exercice fiscal en cours. Une équipe chinoise est actuellement au Népal pour évaluer la faisabilité d'une ligne de chemin de fer entre les deux pays. Le Directeur régional de la Banque Asiatique de Développement (BASD) était à Katmandou pour l'examen annuel du portefeuille de projets de la BASD au Népal.

Sri Lanka : Sri Lanka grimpe au 73^{ème} rang du *Logistics Performance Index* (LPI) sur 189 pays, en progression de 19 places. Le Colombo Stock Exchange permet l'émission d'obligations vertes par les entreprises sri lankaises. Construction d'un nouveau complexe logistique dans le port de Colombo pour une valeur de 392 M USD, financé à 70% par China Merchants Port Holdings. Publication du système de prestations sociales « Aswesuma » pour 2 M de familles bénéficiaires.

Afghanistan

Le récent rapport publié par le SIGAR présente une analyse des risques afférents à l'envoi d'aide humanitaire en Afghanistan depuis l'arrivée au pouvoir des Talibans

L'Inspection Générale Spéciale pour l'Afghanistan (SIGAR), organisme dépendant du gouvernement fédéral des Etats-Unis, a publié son rapport « [High-Risk List](#) » pour l'année 2023. Le présent rapport examine les implications de l'aide humanitaire américaine en Afghanistan.

D'après le rapport, les Etats-Unis restent le principal bailleur de fonds de l'Afghanistan. Depuis le retrait des forces américaines en août 2021, les Etats-Unis ont octroyé plus de 2 Mds USD pour l'urgence humanitaire et le développement du pays. Ces capitaux auraient contribué grandement à prévenir la famine et l'effondrement complet du système de santé dans le pays. Le gouvernement américain a également réitéré son engagement à aider le peuple afghan sans pour autant soutenir les activités du régime actuel.

Cela étant, le SIGAR s'interroge sur l'utilisation et l'efficacité de ces fonds. En effet, dans les pays soumis à une forte instabilité politique, l'aide humanitaire fait régulièrement l'objet d'une mauvaise gestion, de fraude et d'abus. L'institut souligne ainsi plusieurs risques majeurs pour l'utilisation des fonds humanitaires américains en Afghanistan.

Le premier facteur concerne l'immixtion croissante des Talibans dans les affaires des Nations Unies et des ONG, limitant ainsi la capacité de ces organisations à fournir de l'aide. Par ailleurs, les Talibans auraient réussi à détourner une partie de ces fonds internationaux en imposant aux ONG des prélèvements douaniers et des taxes, comme l'avait fait l'administration d'Ashraf Ghani. Les ONG peuvent également être indirectement touchées par l'augmentation des charges et des taxes imposées par les Talibans à certains fournisseurs.

Parallèlement à cette ingérence, les Américains dépendent de plus en plus des agences

multilatérales et des ONG pour la mise en œuvre des projets. Les Etats-Unis auraient désormais moins de visibilité sur les programmes d'aide qu'ils financent. Ce constat s'accompagne inévitablement d'une perte de contrôle sur l'exécution du programme, malgré certaines initiatives du Département d'Etat américain pour le développement international (USAID) impliquant des acteurs tiers pour le suivi.

Ce rapport intervient alors que l'ONU vient de lancer un nouvel appel à financement pour l'Afghanistan. Selon le rapport, serait attendue une enveloppe de fonds supplémentaires de 4,6 Mds USD, qui permettrait de nourrir environ 28,3 M d'Afghans, soit les deux tiers de la population du pays.

Le Kazakhstan et l'Afghanistan cherchent à renforcer leurs liens commerciaux

Le ministre du commerce extérieur du Kazakhstan, M. Serik Zhumangarin a présenté la feuille de route gouvernementale portant sur la coopération avec l'Afghanistan.

Alors que le volume annuel des échanges avec l'Afghanistan s'élève à 1 Md USD - soit plus que l'Azerbaïdjan et le Turkménistan- le gouvernement kazakh souhaite intensifier les relations bilatérales. Le ministre Zhumangarin a également annoncé l'augmentation des exportations de blé, farine et d'huile de graines vers l'Afghanistan. Concomitamment à cette annonce, le gouvernement souhaite organiser un forum des affaires à Astana, la capitale du Kazakhstan, pour inciter les hommes d'affaires afghans à investir dans le pays.

En outre, le porte-parole du ministère kazakh des affaires étrangères, Aibek Smadyarov, a déclaré le 24 avril que le Kazakhstan envisageait d'ouvrir une chambre de commerce à Herat, en Afghanistan. Parallèlement, Astana se dit prête à accueillir des diplomates représentant le nouveau régime taliban.

Bangladesh

Mission de supervision du FMI à Dacca jusqu'au 2 mai

Une mission de supervision du FMI sera à Dacca du 25 avril au 2 mai pour échanger avec les autorités bangladaises, notamment sur l'avancée de la mise en œuvre du programme signé en janvier 2023. Il s'agit d'une étape intermédiaire avant la prochaine mission de septembre qui se prononcera sur le versement de la deuxième tranche (476M\$).

Ce deuxième versement est conditionné à la réalisation de plusieurs objectifs d'ici septembre, dont l'adoption d'un corridor pour les taux d'intérêt, la mise en place d'un taux de change flottant, ou encore la soumission au Parlement d'un nouveau cadre réglementaire pour le secteur bancaire (*Bank Companies Act*).

Les regards se portent sur deux sujets en particulier : d'une part, le niveau des réserves nettes de change qui doit atteindre 24,5 Mds USD en juin puis 25,3 Mds USD en septembre, contre un peu plus de 20 Mds USD actuellement. Le gouvernement espère récupérer près de 1,3 Md USD auprès des bailleurs bilatéraux (Japon, Corée du Sud) et multilatéraux (Banque Mondiale, AIIB) d'ici juin et cherche à réduire la taille de son fonds (en dollars) de soutien aux exportateurs (*Export Development Fund*). D'autre part, le ministère des Finances doit proposer en juin un budget permettant de relever de 0,5% les impôts rapportés au PIB, ce qui impliquerait un surcroît de recettes de 2,8 Mds USD.

Dixième anniversaire de la catastrophe du Rana Plaza

Il y a dix ans, le 24 avril 2013, s'effondrait le Rana Plaza, un immeuble accueillant plusieurs ateliers de confection de prêt-à-porter à l'ouest de Dacca, faisant plus de 1100 morts et des milliers de blessés parmi les employés. Cet événement, à la portée médiatique mondiale, a mis au devant de la scène les manquements des propriétaires d'usine. Au-delà, il a contribué à une prise de conscience de la part des marques, autorités

bangladaises et des industriels, sur l'importance de renforcer la sécurité des ouvriers.

Dix ans après ce drame, la sécurité dans les usines s'est nettement améliorée grâce aux initiatives des marques, au travers des dispositifs Accord et Alliance, et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). D'après certains experts, les usines à l'export vers les pays occidentaux sont devenues parmi les plus sûres parmi les principaux pays producteurs. Le Bangladesh insiste régulièrement sur ses 189 usines textiles ayant été labellisées « vertes », le plaçant à la première place des pays exportateurs de textile.

Malgré ces succès qu'il convient de reconnaître, les conditions de travail des ouvriers peuvent encore être améliorées, et le gouvernement souhaite poursuivre ses efforts pour pérenniser les actions et les étendre aux autres secteurs industriels, y compris les usines de prêt-à-porter qui n'exportent pas vers les marchés occidentaux. Ces initiatives seront décisives pour permettre au Bangladesh d'être éligible au système de préférences douanières de l'UE (SPG+), après la perte du dispositif Tout sauf les armes en 2029.

L'inflation au plus haut depuis sept mois à 9,33%, dans le contexte du Ramadan

Après s'être légèrement améliorée en janvier 2023 à 8,57%, l'inflation est repartie à la hausse en mars, atteignant 9,33% en g.a. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation des prix de l'alimentation, à l'approche du Ramadan qui a débuté à la fin du mois, tandis que les prix des biens hors alimentation sont stables. Les restrictions à l'ouverture de lettres de crédit ont certainement joué un rôle, alors que de nombreux produits de première nécessité (sucre, huile alimentaire) sont importés.

L'inflation au Bangladesh avait culminé à 9,5 % en août 2022 dans le contexte de la guerre en Ukraine. Cette inflation est portée par la hausse des prix des matières énergétiques, alors qu'elle a été historiquement contenue sous la barre des 6 %.

Des migrants de plus en plus nombreux à partir, mais de moins en moins qualifiés

Lors de l'année 2022, un nombre record s'élevant à près de 1,1 million de travailleurs bangladais ont émigré. Le pays a profité du dynamisme des économies d'Oman et d'Arabie Saoudite, premier pays en termes de destination, et de la réouverture des Emirats Arabes Unis et de la Malaisie. Ces quatre pays représentent 83% du total des départs en 2022.

D'après les données du *Bureau of Manpower, Employment and Training* (BMET), le pays était en bonne voie d'atteindre son objectif de 50% d'expatriés qualifiés en 2021. Mais le Covid semble avoir eu un impact durable sur le profil des expatriés : la part de profils non-qualifiés est ainsi passé de 28% en 2019 à 79% en 2022.

Les transferts de migrants ont atteint 21 Mds USD en 2021-22, un montant parmi les meilleures années mais qui masque un recul en pourcentage de PIB : ils sont revenus de 10% en moyenne sur 2012-2017 à 5% depuis. A titre de comparaison, l'aide internationale s'est élevée sur la même période à 11,0 Mds USD, les exportations à 52,0 Mds USD et les flux d'IDE entrants à 4,6 Mds USD (nets à 3,4 Mds USD). Les exportations nettes du secteur textile, c'est-à-dire en retranchant les importations de matières premières, atteignent 23 Mds USD en 2021-22. Les transferts de migrants sont donc une source de devises au moins aussi importante que le secteur textile.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Risques à la baisse pour la croissance indienne en 2023-2024

Le ministère des Finances a indiqué avoir revu à la baisse les risques externes entourant la croissance de l'Inde en 2023-2024. Les principaux risques identifiés concernent la réduction - par l'OPEP et la Russie - de la production de pétrole brut, afin de soutenir les prix ; la réapparition d'El Niño, un phénomène météorologique qui pourrait affecter la mousson du sud-ouest ; et enfin, les tensions sur le système bancaire dans les économies développées, qui pourraient affecter les flux financiers vers les pays émergents.

Il a ainsi précisé que l'Inde disposait d'atouts pour résister à ces facteurs baissiers comme l'accès au pétrole russe à prix réduit, de solides réserves en devises et un système bancaire bien capitalisé. Il a ajouté qu'il était peu probable que les chocs extérieurs de cette année soient de même ampleur que ceux de l'année précédente, qu'il s'agisse du conflit russo-ukrainien en 2022 (et des sanctions occidentales qui ont suivi), ou du resserrement monétaire concomitant des banques centrales.

L'Inde est en perte de vitesse dans sa reprise postpandémique. L'inflation persistante ralentit la croissance de la consommation privée et freine la reprise des dépenses des ménages ruraux. Cela retarde la reprise de l'investissement privé alors que le coût du crédit continue à augmenter.

Par ailleurs, les engagements du gouvernement induits par la hausse des dépenses d'investissement freinent le processus de consolidation budgétaire alors que les exportations de produits manufacturés et de services se voient soumises à un ralentissement de la demande mondiale.

Ainsi, les moteurs de la demande sont nettement moins favorablement orientés qu'il y a un an.

Selon un rapport de la Banque mondiale, les travailleurs indiens gagnent 120 % de plus à l'étranger

Selon un récent rapport de la Banque mondiale, les Indiens travaillant à l'étranger voient leurs revenus augmenter de 120 %, contre 40 % pour ceux qui font le choix d'une migration interne. Un travailleur indien peu qualifié est ainsi susceptible de tirer parti d'une augmentation de 500 % de son revenu s'il émigre aux États-Unis, et jusqu'à 300 % aux Emirats Arabes Unis.

Le rapport soutient par ailleurs que, contrairement aux idées reçues, la « fuite des cerveaux » a joué un rôle dans la révolution des technologies de l'information en Inde. En effet, parmi les nombreux Indiens ayant prospéré dans la Silicon Valley, certains ont ensuite contribué au développement d'industries en Inde en transférant leurs connaissances et en favorisant l'innovation. En 2006, les entreprises créées en Inde par des Indiens de la diaspora représentaient environ 90 % des entreprises dans les parcs technologiques à Bangalore.

Enfin, selon le rapport, les transferts de fonds sont une source stable de revenus pour les familles des migrants, soutenant les investissements dans l'éducation, les soins de santé, le logement et les activités entrepreneuriales. L'Inde est désormais le plus grand bénéficiaire des transferts de fonds dans le monde, ces derniers ayant franchi la barre des 100 Mds USD en 2022. La moitié de ces transferts provient des migrants indiens peu qualifiés travaillant dans les pays du Golfe ; en moyenne, ils envoient près de 70% de leurs revenus à leurs familles. Pour mémoire, ces transferts enregistrés en balance des paiements sont près de deux fois supérieurs aux IDE entrants.

Politique commerciale

Augmentation de 50 % des exportations de produits électroniques sur l'exercice 2022-2023

L'augmentation des exportations de produits électroniques, y compris les smartphones, a représenté 31 % de la hausse des exportations de biens de l'Inde au cours de l'année budgétaire 2022-2023 par rapport à l'année précédente, selon les derniers chiffres du ministère du Commerce.

Les exportations de marchandises ont ainsi augmenté de 25 Mds USD, atteignant 447 Mds USD au cours de l'exercice 2022-2023. L'augmentation des exportations de smartphones a contribué à elle seule à hauteur de 23 % ; celle d'iPhones d'Apple à 15 %.

Les exportations de produits électroniques ont désormais dépassé l'habillement, occupant la sixième position parmi les principaux postes d'exportation de biens. Elles pourraient également dépasser prochainement les exportations pharmaceutiques.

Signature d'un accord de coopération entre l'Inde et le Royaume-Uni dans le domaine de la science et de l'innovation

Le protocole d'accord signé entre les deux pays doit permettre une collaboration scientifique approfondie et dont le cadre est simplifié.

L'accord supprimera ainsi les formalités administratives qui freine la collaboration scientifique, et prévoit la mise en place de nouveaux programmes de recherche conjoints liés notamment au changement climatique, à la préparation aux pandémies, ainsi qu'à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage automatique.

L'accord propose la création d'un centre virtuel d'innovation « Net Zero » indo-britannique, axé sur la décarbonation industrielle, via notamment le développement des technologies en hydrogène. Il prévoit également le lancement du tout premier voyage scientifique en haute mer Royaume-Uni-Inde.

Outre cet accord, le ministère britannique des Sciences, de l'Innovation et de la Technologie a déclaré que l'Inde serait également désignée comme partenaire du Fonds britannique pour les partenariats scientifiques internationaux, poursuivant ainsi le partenariat scientifique déjà existant, mis en place par le biais du fonds Newton-Bhabha.

Le partenariat renouvelé débutera par un nouveau programme de recherche conjoint sur les maladies et la santé des animaux d'élevage. Les deux pays ont également annoncé leur intention de lancer un partenariat pour décarboner les industries pharmaceutique et de

chimie, ainsi qu'un programme universitaire entre l'université d'Aston et le CSIR de Dehradun sur les biocarburants durables.

Pas d'objectif d'exportations pour l'année budgétaire 2023-2024

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie s'est abstenu de fixer un objectif d'exportation pour l'exercice 2023-2024, compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale, lié à l'impact de la guerre en Ukraine et de l'inflation élevée.

Dans ce contexte incertain, le gouvernement a décidé d'adopter une approche pragmatique en évaluant directement la situation sur le terrain. Le Ministre a en ce sens annoncé qu'au cours des cinq prochains mois, des délégations représentant différents secteurs à l'export seraient envoyées dans plusieurs pays afin de comprendre la situation, pour ensuite être en mesure de fixer des objectifs d'exportation.

Au cours de l'exercice précédent (2022-2023), malgré les conditions défavorables, les exportations indiennes de biens et de services ont atteint le montant record de 770 Mds USD, contre respectivement 676 Mds USD et 500 Mds USD les années précédentes.

Pour rappel, le gouvernement a fixé un objectif d'exportation de 2 000 Mds USD d'ici 2030.

Selon le Ministre, les deux accords de libre-échange conclus avec les Émirats Arabes Unis et l'Australie ont permis de soutenir les exportateurs indiens, et ceux à venir devraient également permettre d'accroître le volume des exportations indiennes. Le Ministre a rappelé à ce titre que plusieurs accords étaient en négociation - avec le Royaume-Uni, le Canada, Israël et l'Union européenne, ajoutant que plusieurs autres pays avaient également déposé des demandes d'accords de libre-échange avec l'Inde.

Politique monétaire et de change

L'Inde et le Bangladesh ont signé un accord en vue de régler leurs transactions commerciales en roupies

Une délégation de la RBI et de la State Bank of India (SBI) s'est rendue à Dacca ce mois-ci pour discuter des méthodes de règlement des transactions entre les deux pays.

Le Bangladesh et l'Inde ont ainsi convenu de régler une partie de leurs transactions commerciales dans leurs propres devises - roupie et taka - afin d'alléger la pression sur les réserves en dollars.

Afin de faciliter les transactions internationales, Sonali Bank et Eastern Bank ouvriront des comptes à la State Bank of India et à l'ICICI Bank. Les deux banques indiennes ouvriront également des comptes similaires dans les deux banques bangladaises.

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie Bangladesh-Inde, a déclaré exhorter depuis plusieurs mois les banques centrales des deux pays à conclure en taka et en roupies les transactions équivalentes au montant des exportations du Bangladesh vers l'Inde.

Celles-ci se sont élevées à 2 Mds USD au cours du dernier exercice contre 13,7 Mds USD pour les importations du Bangladesh en provenance de l'Inde.

2 Mds de USD de biens seront ainsi désormais échangés en roupies tandis que le reste fera l'objet d'un règlement en dollars.

Népal

Les prêts non-performants des banques népalaises ont presque triplé au cours des neuf premiers mois de l'exercice fiscal en cours

Les états financiers du troisième trimestre pour l'exercice 2022-23 ont été publiés par 21 banques commerciales népalaises cette semaine. Ces rapports font état d'une moyenne de 900 millions d'euros de prêts non-performants, soit 3,02 % du total des prêts. À titre de comparaison, Népal

les prêts non-performants étaient de 2,63 % en janvier 2023 et de 1,16 % en juillet 2022.

La conjoncture explique les faibles performances de plusieurs banques népalaises. C'est le cas de l'Himalayan Bank, dont le taux de prêts non-performants est passé de 0,99 % à 4,56 %, de l'Agriculture Development Bank (de 2,32 % à 4,35 %) et de la Nepal Bank Limited (de 2,06 % à 4,16 %).

Cette hausse est imputable au ralentissement économique observé au cours des neuf derniers mois. La faiblesse du système bancaire népalais est d'autant plus marquée que seules quatre banques affichent un taux de prêts non-performants inférieur à 1 %. Il s'agit de la Standard Chartered Bank, de la Nepal SBI Bank, de la NIC Asia Bank et de l'Everest Bank.

Une équipe chinoise est actuellement au Népal pour évaluer la faisabilité d'une ligne de chemin de fer entre les deux pays

Une équipe de 37 ingénieurs de la *China Railway Survey and Design Group Company Limited* est actuellement au Népal pour mener une étude de faisabilité détaillée sur la ligne ferroviaire qui relierait Katmandou à Kerung en Chine.

Ce projet remonte à décembre 2018, lorsqu'un rapport d'étude préliminaire pour le chemin de fer a été soumis par la Chine. Par la suite, un *MoU* a été signé lors de la visite du Président chinois Xi Jinping au Népal en octobre 2019. Ce mémorandum comprend la ligne ferroviaire entre les deux pays, mais aussi la construction par la Chine de lignes intérieures entre Katmandou et Pokhara et entre Pokhara et Lumbini.

Ce projet renforcerait la présence chinoise dans l'écosystème népalais des infrastructures. Ce rapprochement devrait exacerber les tensions avec l'Inde, qui voit d'un mauvais œil l'influence grandissante de la Chine en Asie du Sud - mais aussi à l'intérieur même du pays. En effet, le projet de voie express Katmandou-Terai/Madesh a été retardé après qu'une entreprise chinoise a été impliquée dans une controverse. Le projet, considéré comme une fierté nationale, a été confié à l'armée népalaise, qui a nonobstant

décidé de transférer une partie du contrat à la China State Construction Engineering Corp Ltd pour la construction de trois tunnels et de plusieurs ponts. Ce partenariat, décidé dans des circonstances ambiguës, avait été interrompu par la commission parlementaire des comptes publics (PAC) du Népal.

Sri Lanka

Sri Lanka grimpe au 73^{ème} rang du *Logistics Performance Index (LPI)* sur 189 pays, en progression de 19 places

Le pays, à la 92^{ème} place lors de la précédente édition du classement en 2018, obtient un score global de 2,8 sur 5 (+0,15), et se retrouve au même niveau que l'Argentine, le Monténégro, le Rwanda, la Serbie et les îles Salomon. Il fait ainsi partie du top 10 des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI).

Sri Lanka progresse dans presque toutes les sous-catégories et atteint ainsi la 89^{ème} place pour les infrastructures (104^{ème} place en 2018), la 81^{ème} place pour la compétence et la qualité logistiques (85^{ème} en 2018), la 75^{ème} place pour les expéditions internationales (108^{ème} en 2018), la 65^{ème} place pour le suivi et le traçage (81^{ème} en 2018), la 59^{ème} place pour la ponctualité (113^{ème} en 2018). Il chute néanmoins en ce qui concerne les douanes, à la 84^{ème} place (77^{ème} place en 2018).

La performance logistique de Sri Lanka est une priorité des autorités, qui comptent faire de l'île un hub régional en profitant de sa position géostratégique aux portes du sous-continent indien et sur le corridor maritime Est-Ouest, réaffirmée dans le discours du Budget 2023 : celui-ci, prononcé en novembre 2022 par le Président Ranil Wickremesinghe, annonçait un *Logistics Development Programme* sur la période 2023-2027 visant à placer le pays dans le top 70 mondial dans le domaine. Cette dernière édition du LPI rapproche ainsi nettement l'île de cet objectif.

Le Colombo Stock Exchange permet l'émission d'obligations vertes par les entreprises sri lankaises

Le 25 avril, le CSE a déclaré introduire la possibilité pour les entreprises sri lankaises d'émettre et échanger des obligations vertes sur le marché boursier sri lankais. En reconnaissant cette nouvelle classe d'actifs, le CSE espère permettre aux entreprises de lever des capitaux utilisés pour financer des projets verts, y compris auprès de nouveaux acteurs étrangers désireux d'investir dans ce type de projets, sensibiliser les investisseurs aux questions liées à l'environnement et favoriser une meilleure transparence et communication sur l'impact des projets ainsi financés. Le CSE souligne aussi l'intérêt des obligations vertes dans le cadre de potentiels PPP et indique que l'utilisation des fonds ainsi obtenus devra être alignée sur les standards internationaux tels que définis soit par les *Green Bond Principles* de l'*International capital Markets Association* (ICMA), les *European Green Bond Standards* (EUGBS), ou les *Climate Bonds Initiative Standards* (CBI Standards). D'après son PDG, le CSE pourrait enfin proposer d'introduire la possibilité d'émettre et échanger des obligations bleues et des obligations sociales et durables à l'avenir, selon la demande rencontrée par les obligations vertes.

Construction d'un nouveau complexe logistique dans le port de Colombo pour une valeur de 392 MUSD, financé à 70% par China Merchants Port Holdings

Le 21 avril, *China Merchants Port Holdings*, la *Sri Lanka Ports Authority* (SLPA) et *Access Engineering PLC* ont signé un accord pour la construction du *South Asia Commercial and Logistics Hub* (SACL), complexe logistique de huit étages d'une capacité de 530 000 m³ dans le port de Colombo. Il s'agira d'un partenariat public-privé estimé à 392 M USD, financé à hauteur de 70% par China Merchants Port Holdings, 15% par Access Engineering PLC et 15% par la SLPA (gérée par l'Etat sri lankais) dans le cadre d'un contrat « *build-operate-transfer* » d'une durée de 50 ans. Le début de la construction est prévu en 2023, pour une finalisation en 2025. Les retombées annoncées

en termes de création d'emploi sont de 1 800 emplois directs et 10 500 emplois indirects. Cet investissement viendra renforcer la présence de l'entreprise chinoise dans le port de Colombo, où elle détient déjà 85% du principal terminal, le *Colombo International Container Terminal*. Cette annonce intervient dans un contexte où plusieurs projets et investissements chinois voient le jour, notamment dans le port d'Hambantota. L'ambassade de Chine à Sri Lanka a également annoncé ce 25 avril avoir officiellement remis au ministère de la Santé un nouveau centre de traitement ambulatoire agrandissant le Sri Lanka National Hospital de 50 000 m² pour une capacité quotidienne de 6 000 patients, entièrement financé par la Chine et présenté comme le plus grand don jamais octroyé au pays (490 M RMB, soit 77 M USD).

Publication du système de prestations sociales « Aswesuma » pour 2 M de familles bénéficiaires

A partir du 1^{er} juillet 2023, 2,2 millions de familles divisées en « Très pauvre », « Pauvre », « Vulnérable » et « En transition » recevront respectivement 15 000, 8 500, 5 000 et 2 500 LKR (environ 45, 25, 15 et 8 USD) mensuels au titre d'un nouveau régime de prestation sociale officialisé par le gouvernement ce 21 avril. S'ajoutent à ces prestations des aides de 2 000 et 5 000 Rs (6 et 15 USD) mensuels pour environ 530 000 bénéficiaires âgés, bénéficiant d'une assistance rénale ou en situation de handicap. L'augmentation des dépenses de sécurité sociale est l'un des piliers du programme FMI en cours dans le pays et le système Aswesuma résulte d'un travail mené depuis plusieurs mois, notamment avec la Banque Mondiale, pour la réalisation d'un recensement de la population éligible à ces nouvelles aides. Ce système remplace le système Samurdhi, qui bénéficiait à 1,8 M de familles dans le pays (à hauteur de 1500 à 4500 LKR par mois selon les cas, et révisé une première fois à la hausse en 2022), caractérisé par des insuffisances et inexactitudes en termes de ciblage des bénéficiaires.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international